



Democracy may be at risk from economic downturn, warns PACE committee, calling for a debate

Strasbourg, 27.11.2008 – The disastrous impact of the financial crisis on the living conditions of Europe's citizens "could possibly threaten to undermine the very foundations of democracy", the Committee on Economic Affairs and Development of the Council of Europe's Parliamentary Assembly (PACE) has warned.

In a statement adopted yesterday in Paris, the committee also said public authorities had "failed in their duty" to adequately supervise the sophisticated financial instruments which partly led to the financial crisis.

The committee endorsed the recommendations of last month's G20 summit, but deplored that there was no reference to protecting the social and economic rights of citizens in a period of crisis.

It called for the holding of a current affairs debate during the Assembly's January session (26-30 January 2009) entitled "The protection of citizens' rights during the present financial crisis".

[Full text of the statement](#)

Une commission de l'APCE met en garde contre les risques que la récession économique fait peser sur la démocratie, et appelle à un débat

Strasbourg, 27.11.2008 – Les conséquences catastrophiques de la crise financière sur les conditions de vie des citoyens européens « pourraient peut-être risquer de saper les fondements même de la démocratie », selon les termes de la mise en garde émise par la Commission des questions économiques et du développement de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

Dans une déclaration adoptée hier à Paris, la commission estime que les pouvoirs publics ont « manqué à leur mission » de surveiller comme il se devait les instruments financiers sophistiqués, qui sont en partie à l'origine de la crise financière.

La commission approuve les recommandations émises le mois dernier au sommet du G20, mais déplore qu'il n'y soit fait aucune mention de la protection des droits économiques et sociaux des citoyens en période de crise.

Elle appelle à la tenue d'un débat d'actualité lors de la session de janvier de l'Assemblée (26-30 janvier 2009) sur le thème de « La protection des droits des citoyens pendant la crise financière actuelle ».

[Texte intégral de la déclaration](#)

ED212b08